



AVENEMENT D'HENRI IV QUATRIEME CENTENAIRE

Colloque III • Pau - Nérac 1989



Henri IV entre la concorde et la tolérance

Mario Turchetti*

L'image traditionnelle du bon Henri IV qui se veut un adepte et un "instaurateur de la tolérance religieuse", devrait être nuancée, voire corrigée, par celle du Grand Henri "restaurateur de la concorde religieuse". Telle est la conclusion à laquelle aboutit cette étude comparée sur les écrits de propagande (libelli, pamphlets, etc.) et sur les textes officiels (édits, déclarations, etc.) soit avant l'édit de Nantes, dans les années 1589-1593, soit plus tard, autour de 1607.

Dans ce débat, qui aborde les thèmes vitaux de la politique française nationale et internationale touchant la paix civile et la réconciliation religieuse, l'idée de concile général ou national réapparaît dans toute sa vigueur, soutenue par les uns et contrecarrée par les autres. Mais c'est à travers ce projet de concile, promis et soutenu par Henri IV, qu'on constate que le roi veut réaliser, avec cohérence, la concorde religieuse du

* Professeur à l'Université de Genève

royaume ; concorde dans le sens strict de réunion de tous ses sujets dans une même foi.

Sans négliger des réflexions relevant de la politique extérieure, l'analyse des textes et des documents autorise à reconsidérer la portée innovatrice de l'édit de Nantes désigné commun un édit de tolérance, et à mieux évaluer la teneur des articles consacrés à l'établissement d'une tolérance civile.

Par conséquent, on remarque que le caractère provisoire et temporel de la tolérance, présent dans les autres édits de pacification, le demeure aussi dans l'édit de 1598, en dépit de sa déclaration préliminaire le qualifiant de "perpétuel et irrévocable".

La conclusion de l'étude porte sur la cohérence de la politique religieuse d'Henri IV (souvent désignée comme incertaine, sinon contradictoire, compte tenu aussi de sa conversion-abjuration). Cette politique est marquée par une seule ligne directrice des avant son avènement au trône, jusqu'à la fin de son règne : la concorde religieuse par une tolérance provisoire.

1. Une introduction précise l'utilisation des termes de concorde et de tolérance.
2. Le débat sur l'idée de concile général ou national dans les années 1589-1593. Le serment du Sacre.
3. Ce débat autour de 1607.
4. Conclusion : éclaircissement historique sur quelques points de l'édit de Nantes de 1598.

1. Sujet passionnant que celui de la politique religieuse d'Henri IV. Sujet bien connu, qui nous dispense des préambules. Cependant, quand l'historien entreprend son étude dans l'effort d'une meilleure compréhension, il ne peut se soustraire à une sorte d'embarras lorsqu'il veut examiner l'ensemble de cette politique et, en particulier, le moment du changement de religion du roi en 1593, car il est amené à accentuer tantôt la conversion, tantôt l'abjuration.

Des essais importants ont été faits pour étudier ce problème avec une vision d'ensemble qui tienne compte de plusieurs points de vue, renonçant par là à la stricte influence d'un parti ou de l'autre, protestant ou catholique. Au cours de ce siècle, de la

remarquable biographie de Pierre de Vaissière (1925) à l'excellent ouvrage de Léon-Pierre Babelon un demi-siècle plus tard (1982), le travail de discernement n'a pas cessé d'améliorer l'intelligence de la personnalité d'Henri IV, si complexe, et de cette période historique, si compliquée.

Une ombre toutefois demeure sur l'attitude religieuse d'Henri IV ainsi que sur sa politique religieuse jugée communément "incertaine", "flottante", "changeante", "contradictoire".

Dans ma brève étude, je me bornerai à examiner deux moments historiques : celui qui précède l'édit de Nantes et celui qui le suit, le premier dans les années 1589-1593, le second en 1607.

Pour des raisons de clarté, je précise que je n'entend pas m'attaquer au qualificatif "conversion" ou "abjuration" qui sont du ressort des deux factions, ni d'ailleurs aux problèmes de conscience d'Henri IV (sincérité ou dissimulation ?) qui relèvent du domaine psychologique et échappent donc à la recherche historique proprement dite.

Mon souci d'historien concerne le choix politique d'Henri IV, sa volonté, son projet, son effort de réalisation et son résultat.

D'après mon enquête, il me semble qu'au demeurant tout jugement touchant l'incertitude, les fluctuations, les contradictions, le "volte-face" du roi, se pose en relation à la question de la tolérance. Je prends le mot "tolérance" dans le sens strictement juridique du terme, à savoir légitimation définitive ou provisoire du culte réformé dans le royaume catholique. En d'autres termes le roi, en changeant sa propre confession aurait changé du même coup le sort du protestantisme et l'avenir de la liberté religieuse et civile en France.

Si nous essayons de nous départir de ce point de vue traditionnel (qui associe constamment à la tolérance - et à la problématique de la tolérance - l'attitude et la politique religieuses du roi), si nous nous efforçons de changer de point de vue pour nous rapprocher avant tout de celui d'Henri IV lui-même, et plus simplement de ses propres paroles, nous sommes à même

de voir se dissoudre bon nombre de ses prétendues contradictions.

Nous pouvons même constater qu'Henri IV n'a tenu dans le domaine de la religion qu'une seule ligne politique, dès avant son avènement et jusqu'à la fin de son règne. Cette ligne ne relève pas de la tolérance, mais de la "concorde" religieuse, tout en distinguant la concorde politique, civile et institutionnelle de la concorde religieuse, car j'utilise cette dernière notion dans son sens strict de réunion dans une même confession et profession de foi.

Ainsi, le souci fondamental d'Henri IV est la paix civile et la réconciliation religieuse. Au cœur de son projet, il brandit - contre la Ligue et contre le Pape - un moyen qu'il croit sûr, ou du moins fort propice à sa réalisation : la convocation d'un concile "saint et libre, général ou national" qui règlera les controverses théologiques et bâtira la réunion de tous ses sujets dans une même religion. Vérifions cette hypothèse sur les documents.

2. Les années 1589-1593 nous ramènent à la période de l'inter-règne entre la mort d'Henri III et la nomination officielle d'Henri IV.

Les historiens nous ont appris qu'à cette époque la France était divisée entre catholiques et protestants. Les catholiques sont partagés entre Catholiques Ligueurs (la Sainte Ligue de 1586) et les Catholiques Associés au parti d'Henri IV de Navarre (appelés aussi "Politiques"). Les protestants, au contraire, sont unis sous les ordres de leur Protecteur (dès 1576).

Si l'on regarde cette répartition schématique de plus près on s'aperçoit que les situations respectives sont plus diversifiées. Les protestants sont - sur le plan politique - moins unis entre eux qu'on ne le croit d'habitude. Les rivalités entre les princes, ses coréligionnaires, rendent assez faible la position d'Henri de Navarre. Le prince de Condé (Henri I de Bourbon) est jaloux de la fonction de "protecteur" d'Henri, de même que son frère le comte de Soissons (Charles de Bourbon, prétendant à la main de la princesse Catherine, sœur du roi de Navarre). Parmi les

autres chefs protestants, le vicomte de Turenne puis duc de Bouillon, et le sieur de la Trémouille tiennent à l'œil la conduite du roi de Navarre (ces deux princes l'abandonneront aux sièges de La Fère, novembre 1595 - mai 1596, et d'Amiens, 1597). Cette position inconfortable du roi de Navarre au sein de son propre parti pèse sur ses décisions : par exemple en juin 1593, la nouvelle qu'un tiers parti, à l'intérieur des royalistes, propose l'élection du comte de Soissons, comme Protecteur, va hâter la décision d'Henri de se convertir. Il faut tenir compte de cet élément (souvent négligé par les historiens) afin de mieux comprendre la conduite du roi de Navarre, qui sait que la fidélité inébranlable d'un Duplessis-Mornay, par exemple, n'est pas partagée par ses autres coréligionnaires. Or si Henri peut se croire soupçonné par certains d'entre eux, à plus forte raison il sait devoir écarter la profonde méfiance de ses adversaires. Entre les soupçons de son inconstance, éveillés chez les réformés, et les craintes des catholiques d'un prochain éventuel changement de religion officielle du royaume, Henri n'a rien d'autre à proposer que son intention de réunir un concile. Formule d'apaisement pour les deux partis, agréementée par l'assurance, à présent plus que jamais nécessaire, de n'opérer aucune modification dans la religion traditionnelle.

Ce sont là les mobiles de sa première Déclaration officielle du 4 août 1589 ¹.

Retenons-en les éléments essentiels : 1) maintenir et conserver, c'est-à-dire ne rien changer dans la religion catholique, apostolique et romaine ; 2) désir et volonté de se faire instruire en la religion par un "bon et libre concile, général ou national" à convoquer dans un délai de six mois.

Chacun de ces deux éléments a une histoire et une raison d'être. Dans cette déclaration, Henri confirme la ligne politique inaugurée le 21 juillet 1585 par ses volontés énoncées au Parlement et à la Faculté de théologie de Paris. A présent, le nouveau roi de France rassure ses adversaires et ses fidèles sujets catholiques que la religion traditionnelle demeurera dans les mêmes conditions aux points de vue disciplinaire, administratif, hiérarchique et financier.

Cependant, Henri sait que l'obstacle principal à la reconnaissance de sa succession est sa religion, jugée hérétique par de nombreux catholiques (romanistes, mais aussi gallicans, gens du clergé et des parlements). En revanche, ce n'est pas l'opinion de certains juristes gallicans qui, comme François Hotman², ont énergiquement riposté à la Bulle papale en 1585 excommuniant Henri de Navarre afin de le rendre inhabile au trône. L'un d'eux, le catholique Pierre de Beloy³ (dont nous reparlerons) a même essayé de démontrer que la religion du prince ne peut en aucun cas constituer un empêchement à la succession d'un roi légitime. Cependant, Henri IV est conscient que sa religion est le prétexte le plus voyant pour lui refuser, avec un semblant de légitimité, toute obéissance. C'est pourquoi, dans sa déclaration de vouloir s'instruire dans la religion, il laisse percevoir l'espoir de sa conversion à la religion de ses prédécesseurs, afin de rendre ses dires plus efficaces en milieu catholique ; mais il se garde d'anticiper des précisions confessionnelles qui auraient affecté sa volonté de constance et de persévérance dans la religion par lui professée à l'heure actuelle⁴.

La lecture de ce message important peut et doit s'en tenir au texte. Henri IV n'a visiblement d'autre choix que de soumettre son instruction à la vérité évangélique découlant d'un bon et libre concile, dont les décisions ne pourront qu'être acceptées, bon gré mal gré, par les deux partis. La force persuasive de ce message réside précisément dans ce projet de concile⁵ qui, depuis une décennie, dans les circonstances les plus critiques à l'égard de la Ligue et du Pape, continue de constituer le cheval de bataille de sa politique.

Cette idée de concile, d'ailleurs, a elle aussi une histoire, histoire curieuse et atypique au XVI^e siècle qu'il n'y a pas lieu de retracer ici, mais qui est présente à l'esprit des destinataires du message en 1589. Elle témoigne d'une exigence ressentie comme fondamentale : la concorde religieuse, la "vraie concorde", comme disent les contemporains, la réunion de tous les fidèles dans une même foi et confession. Ce projet de concorde reprend dans les grandes lignes celui qui avait été élaboré en 1561 autour du colloque de Poissy par George Cassander, François Baudouin et Claude d'Espence (les *Moyenneurs* dans le langage de Calvin)⁶. Rappelons que cette concorde présuppose la

réforme de l'Eglise Catholique : garder la messe mais y introduire la langue française ; garder le culte des saints, mais administrer l'Eucharistie sous les deux espèces ; introduire surtout une réforme disciplinaire afin de rallier les égarés dans le giron de l'Eglise Catholique, Apostolique et Romaine. C'est pourquoi il faut distinguer la concorde véritable, dont nous parlons, de la concorde imposée par ordonnance royale. En effet, d'après les textes officiels émanés du Conseil du roi on peut parler de concorde aussi à l'égard des édits d'union et de réunification religieuse (qui se succèdent à partir de 1562, en alternance avec les édits de pacification, comme j'ai pu le démontrer ailleurs)⁷. Dans ces cas, on pourrait parler de "concorde forcée", car elle serait imposée par l'autorité royale, mais sans une réforme préalable.

Quoiqu'il en soit, la concorde religieuse demeure au XVI^e siècle, l'idéal suprême de l'établissement et du maintien du royaume de France. L'axiome "une foy, une loy, un roy" demeure le principe fondamental et inébranlable, répété tantôt par les catholiques, tantôt par les protestants (comme j'ai essayé de le montrer ailleurs)⁸.

L'idée de concile "général ou national" est présente dans la plupart des édits de pacification dès 1562. Elle atteste la volonté constante des rois, des parlements et des institutions nationales de garder l'unité religieuse comme support nécessaire et traditionnel de l'unité politique.

La formule "par provision et en attendant les résolutions du Concile" (utilisée aussi dans l'après-Trente, avec quelques variantes) joue à ce propos un rôle dont les historiens ont trop souvent sous-estimé l'importance.

En 1589, Henri IV s'adresse aux catholiques aussi bien qu'aux protestants ; mais chacun des deux partis capte, dans cette proposition de concile, un message différent : tandis que les catholiques songent à la réunion de tous les sujets dans une même foi, la Catholique, Apostolique et Romaine ; les réformés envisagent la proposition comme l'occasion attendue depuis des décennies - occasion ratée à Poissy en 1561 - de démontrer finalement à tous que la corruption de la discipline et de la doctrine romaine nécessite un renouvellement selon la Parole de Dieu :

une véritable réformation capable de ranger tous les fidèles dans une même bergerie.

Dans la différence des deux lectures, et malgré cette différence, une chose persiste : la concorde. L'unité religieuse est fortement ressentie, quelle que soit l'orthodoxie que l'on suive.

Or, Henri IV sait en 1598 que de tous les problèmes qu'il doit surmonter, le premier et le plus grave est la désobéissance, ostensiblement justifiée par l'hérésie persistante du roi. Conversion et, par suite, réunification religieuse sont donc le premier fondement de la réunification nationale.

Les quatre années qui suivent sont singulièrement intenses et dramatiques. La crise nationale et internationale atteint son paroxysme. Paris est livré au gouvernement des Seize ; le Conseil de l'Union (composé des délégués des Seize et des représentants des trois Ordres) administre une partie du royaume sur les ordres du duc de Mayenne (Charles de Lorraine, frère d'Henri duc de Guise, assassiné au Château de Blois en décembre 1588) ; Mayenne est le lieutenant général de l'Etat et de la couronne.

Par ailleurs, on sait le rôle de plus en plus important joué par l'Espagne. Philippe II, à travers la Ligue (à laquelle il est lié par le traité de Joinville du 31 décembre 1584), les Seize et les États Généraux de Paris réunis par Mayenne, s'ingère directement dans les affaires intérieures de la France où il a même expédié une armée. Le roi d'Espagne aspire à faire prévaloir la candidature au trône de l'Infante Isabelle (Claire-Isabelle-Eugénie, fille de Philippe et d'Elisabeth de Valois, donc petite-fille d'Henri II).

Tandis que derrière le catholicisme français (soutenu concrètement et matériellement aussi par le Saint-Siège) se profile l'hégémonie espagnole, du côté des réformés d'autres influences extérieures agissent en vertu de l'appui assuré à Henri IV par l'Angleterre d'Elisabeth, par les Provinces Unies des Pays-Bas et par les princes protestants d'Allemagne.

Pris dans l'enjeu des négociations internationales, Henri IV doit aussi faire face à la crise institutionnelle marquée de façon

éclatante par la scission du Parlement de Paris, dont une partie, la plus fidèle au roi, a été transférée à Tours. Pendant ce temps, le Parlement resté à Paris, dont les membres sont les plus nombreux, exerce l'autorité souveraine quand le lieutenant général n'agit pas directement. C'est le Parlement de Paris qui s'est érigé en défenseur de la foi traditionnelle tout en méconnaissant par moment le bien-fondé de la Ligue. C'est lui qui ordonne, le 5 mars 1590, de reconnaître pour roi Charles X (le cardinal de Bourbon) et qui défend toute possibilité de traiter avec l'hérétique Henri de Navarre. C'est lui encore qui intervient, le 10 juin 1591, contre les Bulles de Grégoire XIV proclamant la déchéance d'Henri de Navarre et l'excommunication de ceux qui restent fidèles au prince hérétique.

En fait, deux ans après sa Déclaration du 4 août 1589, Henri IV n'a pas tenu sa promesse, ni concrétisé son intention de se faire instruire par un concile. Si d'un côté des Ligueurs l'accusent d'avoir "innové ou altéré au fait de la religion catholique", de l'autre côté un certain nombre de réformés et de catholiques "associés" se disent susceptibles de priver de leur appui le roi hésitant et chancelant en proposant même l'élection d'un nouveau Protecteur des Eglises (dans la personne du comte de Soissons).

Dans le réseau des intrigues nationales et internationales, Henri IV se trouve confronté, en ce milieu de 1591, à la question qui se pose sans répit : sa conversion. Contraint à un nouvel atermoiement, le 4 juillet 1591, il renouvelle sa déclaration et sa promesse par des Lettres patentes⁹.

Relevons la persistance de deux éléments principaux : 1) non-changement au fait de la religion Catholique, Apostolique et Romaine ; 2) instruction personnelle par un concile "saint et libre" en vue de la concorde.

Ce moment historique est marqué par un édit donné à Mantès en ce même mois de juillet (enregistré le 6 août)¹⁰ : Henri IV y révoque les édits d'union de 1585 et de 1588, édits de concorde "forcée" dirons-nous, mais édits qui se déclaraient eux-mêmes "perpétuels et irrévocables" dont le second fut, par surcroît, enregistré comme "Loi fondamentale du Royaume". Ces deux édits, de 1585 et de 1588, avaient révoqué à leur tour

les édits précédents de pacification : donc l'acte d'Henri IV est la révocation d'une révocation (ce qui en dit long sur le pouvoir des rois français de révoquer les édits de leurs prédécesseurs).

J'en arrive maintenant à préciser davantage, d'un point de vue doctrinal, le thème qui nous occupe : Henri IV et la concorde (et non Henri IV et la tolérance, selon la vieille habitude des historiens).

Au moment de l'avènement d'Henri IV, tel que nous l'avons décrit, la question de la concorde religieuse s'articule dans ses deux éléments : conversion du roi et convocation d'un concile. Ce sont les deux sujets qui tiennent l'opinion en haleine. La réception des messages du roi par l'opinion publique, pour ainsi dire, fut l'objet des débats très animés par les juristes, les théologiens, les intellectuels des divers courants. En 1590 déjà, avait paru à Paris un petit livre in -8° de 33 feuillets sous le titre : *Traicté du Concile où il est démontré qu'un Concile est très nécessaire*¹¹.

L'auteur est un protestant modéré, un pasteur, qui loue le roi et l'encourage dans son initiative "la plus grande de vos victoires en l'union (de la Religion) qui nous adviendra souz votre regne" (A₂). Le thème est bien la concorde (et non la tolérance) car "la paix et l'union" sont les "marques des Chrestiens". Il faut que "nous nous entre ayemions l'un l'autre" ; "ceste marque - explique l'auteur - est le vray signe d'estre siens comme l'estoient les premiers Chrestiens. Ceste concorde estant le but où le Chrestien doit tendre... il faut que, tant qu'en nous est, nous cerchions la concorde, et sur tout en l'Eglise (A₃ v). Après avoir expliqué qu'"il est aisé de voir que l'Eglise Romaine erre en la doctrine", il développe en plusieurs sections (sept) que le moyen pour atteindre la concorde est "un juste, saint et libre Concile" (A₅).

L'année suivante, en 1591, ce même sujet était repris et développé davantage dans un autre livret : *Advis sur la nécessité du Concile, et sur la forme de le rendre légitime et libre pour l'Union Chrestienne. A Messieurs de l'Assemblée que le Roy convoque pour la restauration de l'Estat*, signé P. D. S. D. (Pierre de la Primaudaye) (nouvelle édition 1611)¹². Dans ses 310 pages, l'auteur protestant semble développer les thèmes énoncés dans l'anonyme *Traicté du*

Concile paru l'année précédente. On y trouve l'idée qu'il faut gagner "nos" frères (les Catholiques) à Jésus-Christ. "Accordons-nous donc seulement, Catholiques et Protestants, en ce désir de chercher la vérité par les moiens justes et saints, que la parole de Dieu nous enseigne... Que la charité chrestienne nous achemine à ceste légitime assemblée à fin de gagner nos frères à Jésus Christ et d'avoir paix en l'Eglise par la reformation de tout erreur et abus... Rien ne nous soit si cher que la Concorde aimiable" (305-306).

Il s'agit, à mon avis, du meilleur traité de concorde ("union et concorde" dans la même foi : pas question d'une tolérance visant la coexistence des deux religions). La concorde représente la paix de l'Eglise qui doit à présent se conjuguer avec la paix de l'Etat.

Ce qui est remarquable pour l'économie de notre sujet c'est qu'une partie de l'opinion protestante suivait et soutenait la volonté du roi vouée à la concorde, tandis qu'une autre partie, la plus nombreuse peut être, (les théologiens les plus fidèles aux directives de Genève et des Consistoires de France) était contraire à tout projet de concorde avec les papistes.

Quoiqu'il en soit, le programme de concorde d'Henri IV était étroitement lié à la question de sa propre conversion : problème que nous traitons, je le rappelle, non en tant que problème de la conscience personnelle (question psychologique qui échappe à l'analyse de l'historien) mais en tant que problème de politique ecclésiastique relevant de la politique interne et externe du Royaume.

Nous savons que la conversion était souhaitée par le Pape, requise par les catholiques du Royaume et même exigée par les Ligueurs ; au même titre elle était appréhendée par les réformés.

Les diverses demandes de conversion s'étaient concrétisées dans un écrit anonyme adressé au roi, sous forme d'une *Supplication* de se faire catholique pour la paix du royaume¹³. Cette *Supplication* donna lieu, en cette même année 1591, à plusieurs réponses et répliques, certes pas inconnues mais négligées par les historiens. Ce sont ces réponses et répliques qui nous donnent

la mesure de l'intelligence et de la vivacité du débat entre les factions.

Prenons par exemple le *Discours sur une question d'état de ce temps. Question. Que le Roy ne se faict il Catholique ? S'il se faisoit catholique son Royaume seroit incontinent en paix : Tous ses sujets lui obeyroient et le recognoistroient sans difficulté*¹⁴. L'auteur traite de la question d'état avec beaucoup de finesse. La conversion du roi, posée par les Ligueurs comme condition pour leur faire déposer les armes, n'est qu'un subterfuge, un prétexte : "l'intention est captieuse et mauvaise" (p. 25) : "Les chefs de la Ligue, et entre autre le duc de Lorraine, sçachans que l'une des principales forces humaines du Roy est au secours qu'il attend de la nation Germanique, ne craignent rien tant que la descente d'une armée de ceste nation, ils ont par leur agent et négociateurs fait dire aux Princes Electeurs que le Roy s'estoit fait, ou du moins avoit juré et promis aux Officiers de la Couronne, et noblesse de France, de se faire Catholique" (p. 7).

Mais la conversion du roi, n'implique pas celle des calvinistes : il ne faut pas forcer les consciences ; il faut user de persuasion et d'instruction : "Ce n'est pas le remède qu'il faut apporter à ce mal : il n'y a qu'un Concile général qui puisse guérir une maladie si générale" (p. 17). Concorde, donc, non tolérance.

A la même époque, un parlementaire de Bordeaux intervient sur le même sujet qu'il traite en rapport avec la Déclaration du Roy du 4 août 1589 : *Remonstrance et supplication faicte au Roy pour la Religion, Catholique, Apostolique et Romaine*¹⁵.

La rhétorique mesurée de l'auteur attire l'attention sur le fait que le roi, pour régner, ne peut que se faire catholique afin que "cette manutention qui est la plus solempne promesse que vos predecesseurs fissent à leur sacre ne prenne aujourd'huy le nom en vous de tollerance, puisqu'ès autres estats, les nouvelles doctrines chassent la Catholique" (C 1). L'intérêt de l'ouvrage, une remonstrance officielle du Parlement, consiste dans la démonstration que la conversion du roi s'impose par la simple considération que l'exercice du pouvoir royal gît dans "les charges du service divin". Le cas échéant "la Religion Catholique, Apostolique et Romaine se trouverait de pire condition que n'estoit la prétendue reformee sous les Roys vos prede-

cesseurs, laquelle ne jouissant que d'une tollerance, avoit ses polices libres, sans que les Roys separez de la Religion y voulussent donner des pasteurs, ny faire action quelconque" (D 1,v). Remarquons ce mot de "tolérance", qui est utilisé par notre auteur dans le sens correcte et pertinent, tel que nous l'avons spécifié auparavant : à savoir légitimation du culte réformé. A ce sujet, il faut rappeler qu'à la même époque certains publicistes affirment péremptoirement que la paix civile et la concorde politique sont prioritaires par rapport à la réunion confessionnelle. Par conséquent, on doit faire passer la concorde religieuse après la tolérance, telle qu'elle est établie par les édits de pacification. C'est en gros cela le programme des Politiques dont, volontairement, je m'abstiens de parler dans le contexte que j'ai choisi.

Il faut encore ajouter qu'il y a des cas plus rares d'auteurs qui théorisent la coexistence des deux religions en France. Il s'agit l' à d'une tolérance, une tolérance véritable et définitive (songeons à Michel de l'Hospital et à Sébastien Castellion).

Malheureusement les historiographes ont l'habitude de mélanger, sinon d'embrouiller, les diverses tolérances (je pense au traité spécifique de Jean Lecler) et, ce qui est plus grave, de négliger toute la problématique de la concorde religieuse.

Revenons à l'année 1589 où parut un autre écrit, toujours dirigé contre cette "brutale et seditieuse" *Supplication*. Il s'agit de l'*Advertissement aux serviteurs du Roy sur la supplication adressée à Sa Majesté de se faire Catholique*¹⁶. L'auteur, un catholique royaliste, justifie le retard qu'Henri IV met à se convertir et dit : "Ce Ligueur (l'auteur de la *Supplication*) entre en la ceremoniale de la conversion de Sa Majesté comme si quelque petite formalité le retardoit : c'est la conscience qui le retient ; il ne veut rien faire en doute" (p.40). La raison principale est la guerre : "en attendant que la paix lui donne le moyen de nous réunir : c'est là où il remet la ceremonie du sacre" (p. 18).

Parmi les autres répliques, qui sont d'une originalité et d'une intelligence hors du commun, je me limiterai à citer celle d'un auteur protestant qui croit à la concorde religieuse en vertu d'un concile. La *Response à la supplication faicte au Roy de se faire catholique*¹⁷. Convaincu que "la diversité... entre les cérémonies du

premier siècle et celles du siècle de Charlemagne... ne doivent empêcher la concorde et réunion, attendu qu'en essence c'est la même chose" (p. 9), le roi est "desià Chrestien, desià Catholique" (p. 23) ; et l'Assemblée de l'Eglise Gallicane, qu'il a promise, "c'est le seul et seul moyen de remettre la paix en l'Eglise Gallicane, et possible, par cet exemple, en l'Eglise universelle. C'est le moyen le plus propre pour induire le Roy à changer d'opinion si la sienne n'est pas bonne" (p. 6).

En revanche, l'auteur réformé montre qu'il connaît beaucoup moins bien les "histoires et les Annales de notre temps" qu'il cite, y compris l'ouvrage de Du Tillet, dès qu'il aborde la question du sacre : "Les ceremonies du couronnement ne sont point de l'essence de l'estat royal, ains le droict successif des roys de France par les loix fondamentales de l'estat" (p. 50). En fait l'auteur sous-estimait l'importance du sacre, qui ne se limitait pas à l'aspect cérémonial de consécration, mais qui conférait au roi la faculté d'exercer son pouvoir, et le droit d'exiger l'obéissance de ses sujets.

On sait avec quelle hâte Catherine de Médicis s'était empressée de faire sacrer à Reims ses fils et non seulement le roi Charles IX encore mineur, âgé de 11 ans, mais aussi François II, âgé de 16 ans et demi, et puis Henri III jeune homme de 23 ans. Elle savait bien que, surtout en périodes de troubles, sans le sacre, les sujets ne se sentaient pas encore engagés dans leur rapport d'obéissance au souverain.

Pour comprendre toute l'importance de cet acte, il ne faut pas oublier que chaque formule prononcée et chaque geste ont une longue tradition. Ainsi en est-il pour la doctrine. Dans la procédure du serment, apparu au début du XII^e siècle, le roi jure, entre autre, à trois reprises : 1) de s'employer pour la paix et de révéler l'Eglise, 2) de ne faire usage que de justice et d'équité envers son peuple, 3) de révoquer les mauvaises lois pour n'établir que celles justes et bonnes.

A partir du Concile de Latran de 1215 (IV^e), aux trois *praecepta* on en ajoute un quatrième : *de haereticis de regno suo extirpandis*, exterminer les hérétiques des territoires de sa juridiction. Plus précisément, le canon du Concile de Latran spécifiait qui étaient ces hérétiques : ceux qui ont été désignés tels par l'Eglise (*universi haeretici ab Ecclesia denotati*).

Par ce dernier précepte, le roi de France était définitivement consacré "le fils aîné de l'Eglise" et surtout "le roi très chrétien". Après Louis VIII, qui avait utilisé en 1223 une formule semblable, le premier qui a prononcé ce serment dans la forme prescrite par le Concile fut Louis IX, Saint Louis, en 1226. A celui-ci revenait le rare mérite - pour l'époque - d'avoir introduit l'Inquisition, et mieux encore d'avoir édicté "le premier texte formel condamnant les hérétiques à être brûlés vifs"¹⁸. Henri IV ne devait pas ignorer que ses droits de succession à la couronne étaient fondés sur sa parenté (au 22^e degré) avec Henri III de Valois, par Saint Louis précisément. Avertis de l'importance du sacre, nous sommes à même de comprendre l'urgence et la nécessité de la conversion d'Henri IV qui, entre autres considérations (sans exclure ni sous-estimer celles qui concernaient sa propre conscience), dut méditer sur le problème le plus important posé à l'exercice du pouvoir : la désobéissance, véritable obstacle à la souveraineté.

Nous sommes en 1593. Le 5 mai s'ouvrent les conférences de Suresne entre douze députés des Etats Généraux (Ligue) et huit représentants des catholiques royaux. Au cours de la quatrième séance (5 mai) l'archevêque de Lyon - député de la Ligue - rappelle justement que le Concile de Latran "imposait à tous les princes le serment d'*exterminer les hérétiques* dénoncés par l'Eglise, et purger leurs royaumes, terres et juridiction de cette ordure d'hérésie : qu'autrement ils étoient excommuniés, et leurs vasseaux et sujets déclarés absous du serment de fidélité et de leur sujétion et obéissance. Que ce concile avoit été reçu par toute la Chréienté, et notamment en France, ce qui se voyoit par le serment de nos rois à leur sacre, qui étoit tiré mot à mot dudit concile"¹⁹.

Dans sa réplique, l'archevêque de Bourges s'appuya plutôt sur les lois fondamentales du royaume, la loi de succession de la couronne qui est perpétuelle. C'est justement à Renaud de Beaune, qu'Henri IV fait appel pour recevoir l'instruction nécessaire à sa conversion. Le 25 juillet 1593, après la cérémonie solennelle à l'Eglise de Saint-Denis, il peut enfin donner à ses sujets la preuve de sa constance dans la tenue de la promesse

faite à son avènement. A vrai dire, dans sa lettre circulaire, il parle de la "convocation" des prélats et des docteurs pour son instruction. Mais il n'est plus question du concile, il s'agit d'une convocation toute "catholique", de laquelle les ministres réformés ont été exclus.

Le même jour, il informe les gentilshommes de la religion protestante les priant "de ne recevoir ceste nouvelle avec une appréhension que ce changement, qui est mon particulier, en apporte aucun en ce qui est porté et permis par les édits précédents pour le fait de vostre religion" ²⁰.

Comme dans les Déclarations officielles des années précédentes, nous retrouvons dans cette missive un engagement à ne pas changer sa politique religieuse en dépit de son propre "changement", qui est personnel. Avec la différence, vraiment digne de remarque, qu'auparavant la déclaration de non-changement concernait explicitement la religion Catholique, Apostolique et Romaine, tandis qu'à présent elle concerne le statut religieux des réformés.

"Nostre intention", écrit-il encore ce même jour aux gens de la Rochelle, "Nostre intention (...) ne changera point en ce qui sera de l'observation desdits édits" ²¹. Les soucis de constance et de cohérence n'abandonnent pas Henri IV dans les années à venir. Nous omettons, pour l'instant, de faire des commentaires sur l'édit de Nantes. Nous verrons dans notre conclusion qu'elle est la leçon à tirer des paroles et de la conduite du roi, dont la conversion, qui fut changement de son "particulier" et qui, selon son dire n'en fut pas un, doit être considéré dans un contexte autre.

3. A la longue, sa volonté de non-changement se manifeste aussi à l'égard de l'idée du concile. Cette idée continue son chemin au début du nouveau siècle, conjointement à l'espoir d'une réconciliation religieuse.

Les intérêts et les débats sur ce projet se développent surtout dans le milieu du gallicanisme parlementaire. Les aspirations à l'autonomie de l'Eglise nationale, l'anti-romanisme des églises réformées, les projets de réunification ecclésiastique, tous ces courants semblent converger pour s'opposer à la réception des décrets du Concile de Trente.

En 1600, en dépit de la malchanceuse conférence inter-confessionnelle de Fontainebleau, Duplessis-Mornay persiste à se montrer favorable à la possibilité d'un concile national "pour répondre aux desirs des plus modérés catholiques". La convocation d'un concile national devient, à son avis, l'alternative opportune à la réception des décrets de Trente, car le roi ne peut condamner les hérétiques auxquels il est tenu de garder son édit (de Nantes) "jusques à ce que par un concile libre, général ou national, il soit pourvu à la réunion de l'Eglise" ²².

L'édit de Nantes ne semble pas avoir changé grand chose à l'égard de la concorde religieuse.

L'idée de concile, liée à celle de concorde, est caressée soit par les catholiques modérés (Pierre de l'Estoile, Jacques Auguste de Thou), soit par des protestants proches de l'entourage du roi (Duplessis-Mornay, Isaac Casaubon, Johan Wilhelm Stucki, Jean Hotman de Villiers), par des réformés pasteurs des églises (Jean de Serres, Charles Perrot, Pierre Loyseleur de Villiers), par des réformés qui ont rejoint le parti catholique (Pierre-Victor Cayet, Philippe Canaye de Fresne). Le projet de concorde semble s'harmoniser avec les vues des parlementaires : il s'oppose à la réception des décrets de Trente et joue un rôle favorable au développement de la politique extérieure avec l'Angleterre de Jacques 1^{er} (VI d'Ecosse) qui semble ouvert à des projets analogues de réconciliation. D'ailleurs la réconciliation nationale favorise sur le plan des affaires étrangères la politique anti-Espagne et anti-Habsbourg et a l'avantage de maintenir de bonnes relations avec les Etats protestants d'Allemagne et avec les Provinces-Unies.

Cette tentative irénique-conciliaire reprend vigueur en 1607, appuyée par le souverain lui-même, nous apprend le *Journal* de Daniel Chamier ²³. Une série de livrets paraissent cette année-là.

Le *Discours au Roy pour la paix de l'Eglise* ²⁴, est une pièce de Jean de Serres, le célèbre historiographe réformé. (Il s'agit là de la 2^e éd. la première étant de 1597 : *Vœu pour la prospérité du Roy et du Royaume l'an 1597*, Paris, Mettayer et l'Huiller). L'auteur affirme la possibilité d'une entente basée sur les points en commun de la doctrine : "Ayans ensemble ce commun désir

(la vérité, la paix et la concorde de l'Eglise), pourquoy estime-rions nous avec raison que non seulement ceste Concorde est impossible, mais que c'est ou vanité, ou crime de la recher-cher ?" Une fois établie la possibilité de la concorde, l'auteur exhorte le roi à en assumer le rôle de champion : "Que si vos-tre regne avoit ce bonheur de joindre à la paix de l'Estat, la concorde de l'Eglise ? Excellent moyen de vous acquérir le triom-phant titre de Restaurateur" (p. 14). Quel est le fondement de l'Eglise ?

La concorde : "Un Dieu, une vérité, une foy, une Eglise, un Baptême" (p. 9).

Mais si les arguments de Jean de Serres semblent rester au niveau des souhaits, d'autres auteurs fondent la concorde sur une argumentation serrée et systématique touchant les doctrines politiques : la souveraineté. Un pays divisé est un pays faible : l'obéissance est diminuée par la diversité : "nouvelle Religion en un peuple semble demander un nouveau chef et... là où Dieu est servy diversement..., il est bien à craindre que le prince le soit aussi". C'est un parlementaire qui parle ainsi. Guillaume Ribier, dans son *Discours au Roy*²⁵, qui rappelle à Henri IV qu'il "est le bras dextre de l'Eglise... qu'il a le pouvoir dans l'Eglise pour redresser, restablir et conserver la discipline ecclésiastique, reformer et repurger en tout ce qui est possible le service de Dieu" (p. 12). "Il vous reste un combat plus glorieux... y remettre et replanter l'union et la vraie concorde... Il faut un libre et legitime concile, tant de fois souhaitté des gens de bien... C'est le seul unique remede à nos maux" (p. 19).

En revanche, pour l'auteur de la *Response au discours fait au Roy pour l'assemblée d'un nouveau Concile* (s. l., 1607) "le seul et unique moyen pour attirer les devoyez qui ont secoué le joug de l'Eglise, pour gagner insensiblement leurs cœurs" (p. 11), c'est de ne rien faire et surtout de ne rallumer les discordés par un nouveau Concile.

Une autre *Response au Discours présenté au Roy sur la réunion des deux Religions* (fait à Paris le dernier avril 1607) donne l'idée de la diversification des positions idéologiques à l'intérieur du même parti. Il s'agit de reflexions très intelligentes proposant la

concorde par d'autres moyens : améliorer définitivement le choix des évêques, des prélats, se limitant aux personnes vraiment dignes de leurs charges (p. 35).

Un autre contradicteur, en l'occurrence un prédicant, l'archevêque d'Aix, Paul Hurault de l'Hospital de Valegrand, dans son *Renvoy du Discours de l'union contre la publication du Concile de Trente* (s. l., 1607) est plus tranchant : "Je ne m'amuse pas à lui répondre... Dites luy vous mesmes que son discours n'est qu'une masse d'erreurs, de calomnies, de quelle contrarie-terez, d'hypocrisie, de flatteries... S'il demande de quelle contrarie-terez, d'hypocrisie, de flatteries... Dictes luy que de regir les Royaumes par la Parole de Dieu, et cependant toller deux paroles, deux Dieux, deux Foys, deux Loyx... ce sont contrarie-terez toutes pleines d'impudence" (pp. 3-4).

4. Le projet d'un concile national a donc, en 1607, ses partisans et ses détracteurs. Ce débat nous montre, néanmoins, que l'idée de concorde est très vive et présente aux esprits dans les milieux intellectuels modérés des deux camps, qui se réunissent autour de Jacques-Auguste de Thou et surtout de Jean Hotman de Villiers, qui prépare l'édition des œuvres de Georges Cassander et de Claude d'Espence (parues en 1616).

Je voudrais, en conclusion, faire quelques pas en arrière et reprendre un point de l'Edit de Nantes dans le commentaire de Pierre de Beloy, sur la signification et la portée de la tolérance.

Dans son commentaire de l'édit, le premier et le meilleur, paru en 1600 sous le titre : *Conférence des édits de Pacification*²⁶, Beloy justifie la politique religieuse d'Henri IV contre ses détracteurs, et explique le sens et les limites qu'il faut donner aux qualificatifs "perpétuel et irrévocable" inscrits dans le préambule de l'édit, "au lieu que ses predecesseurs avoient seulement permise (lire : tolérée) celle qu'on dict reformee par provision et en attendant un Concile général ou national, ou que Dieu et inspiré les abusez à se recognoistre, et réunir au giron de l'Eglise Catholique, Apostolique ou Romaine", formule dont nous avons souligné la fréquence et l'importance historique.

A ce propos, nous apprend Beloy - "les ennemys du Roy...

prennent sujet à blâmer Sa Majesté comme s'il vouloit à jamais et sans fin autoriser deux religions en France... Mais ces faiseurs de discours sont ou fort ignorans, ou malicieux extrêmement ; parce que nous allons monstrier à veue d'œil, que ces mots *perpétuel et irrévocable*, qui sont en cest Edict, ne portent, ni peuvent porter ou comprendre autre chose que ce qui estoit ès precedens : sçavoir que l'exercice de ceste religion durera, et sera toleree en ce Royaume, jusques à ce que la cause cesse, et que ceux qui en font profession seront mieux instruits ou convaincus en leurs consciences par le Saint-Esprit, d'erreur et d'heresie. Et que Sa Majesté veut seulement en ces mots, *palam profiteri*, et protester qu'il n'a intention ni entend alterer pour son regard, ou diminuer jamais la volonté, et ferme resolution qu'il a, de tenir son peuple en repos, pour le faict de la religion, par ceste permission (lire : tolérance), tant que la cause d'icelle durera" (f° 38 v - 39).

Beloy nous dit l'essentiel : Henri IV n'a jamais envisagé la tolérance sinon comme provisoire, ni plus ni moins que ses prédécesseurs. Ainsi précisés, les buts de l'édit sont la paix civile dans l'immédiat, et la réunion confessionnelle prochainement. La concorde religieuse ne disparaît point, elle est temporairement renvoyée. Et Beloy d'exalter la constance d'Henri IV, son "intention", sa "volonté et ferme résolution" de pacifier son peuple par cette tolérance provisoire.

Si nous croyons à Pierre de Beloy, catholique "associé", l'un des parlementaires les plus fidèles au roi, si nous faisons confiance à sa compétence et à la justesse de sa lecture de l'édit de Nantes, alors la politique religieuse d'Henri IV ne peut qu'en recevoir un nouveau gage de cohérence : le non-changement dans le sens de la concorde religieuse.

"Voici un général pardon et remission" s'exclame Beloy au sujet des écrits de Nantes, "Voici la restauration de son Eglise Catholique, Apostolique et Romaine, voici nostre loy de Concorde, nostre Loy d'Union et de Pacification"²⁷.

Ainsi, le problème historique du "changement" d'Henri IV en 1593, et des autres divers prétendus changements ou hésitations, ne se pose véritablement qu'en relation à la tolérance (dans

les divers aspects de sa problématique), laquelle ne constitua jamais dans ses desseins le but unique ni le principal, sinon accessoirement comme moyen temporaire pour atteindre la concorde. C'est la concorde religieuse qui est le véritable unique but de sa politique de réunification confessionnelle, par rapport à laquelle sa conduite est demeurée cohérente.

Que le résultat obtenu fut un édit de tolérance provisoire, loin d'affecter la thèse de la concorde, doit au contraire nous rappeler qu'il s'agit bien d'un édit de concorde tout comme le dit Beloy, et nous précisons : un édit de concorde par la tolérance.

Il va de soi que l'intérêt historique n'est pas celui de qualifier de "changeante" ou de "cohérente" la politique religieuse d'Henri IV, mais uniquement celui de comprendre quelle fut sa volonté et sa conduite. A partir de ce point de vue, nous devons reméditer l'itinéraire d'un homme d'Etat d'une telle importance, et reconsidérer un processus historique qui est l'un des plus difficiles à saisir de toute l'histoire moderne.

NOTES

1. "Nous Henri, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, promettons et jurons en foy et parole de roi, par ces présentes, signées de nostre main, à tous nos bons et fidels sujets, de maintenir et conserver en notre royaume, la religion catholique, apostolique et romaine en son entier, sans y innover, ni changer aucune chose, soit en la police et exercice d'icelle, ou aux personnes et biens ecclésiastiques, provision et économie d'iceux à personnes capables et catholiques selon qu'il a été cy-devant accoutumé, et que suivant la déclaration patente par nous faite avant nostre advenement à ceste couronne, nous sommes tous prêts et ne désirons rien davantage que d'estre instruits par un bon légitime et libre concile général et national pour en suivre et observer ce qui y sera conclu et arrêté : qu'à ces fins nous ferons convoquer et assembler dans six mois ou plus tôt s'il est possible". Déclaration et serment d'Henri IV devant Saint-Cloud, 4 août 1589, dans *Recueil général des anciennes lois françaises*, éd. F. - A. Isambert et al., t. 15, Paris, 1829, p. 3. La Déclaration patente, mentionnée dans le texte, est celle du 21 juillet 1589.

2. [F. Hotman], *Brutum fulmen papae Sixti V. adversus Henricum... Regem Navarrae et... Henricum Borbonium. principem Condacum, una cum protestatione multiplicis nullitatis*. Lugduni Batavorum, ex. off., I. Praestii, 1586.

3. [P. de Beloy], *Moyens d'abus, entreprises et nullitez, du Rescrit et bulle du pape Sixte V du nom... Par un catholique, apostolique, romain, mais bon François*, Ambrun, P. Chaubert, 1586 : Cologne (Genève), H. Jobin, 1586 ; et *Imprimé nouvellement*, (La Rochelle), P. Haultin, 1586.

4. Henri IV à Duplessis-Mornay, Estampes, 6 novembre 1589 : "... n'adjoutés foi aux faulx bruits que l'on pourroit faire courir de moi, en lesquels je vous pry de prevenir et assurer pour moi ung chacun de ma constance en la religion, nonobstant toutes les difficultés et tentations...". Ph. Duplessis-Mornay, *Mémoires et correspondances*, 12 vol., Paris, 1824-1825, vol 4, p. 426.

5. A défaut d'une étude spécifique, je renvoie à celle sur Mornay de Claude Blum, "De la méthode de résoudre les controverses : le *Traité du Concile* de Duplessis-Mornay", dans *Controverses religieuses (XVI-XIX siècles)*. Actes du 1^{er} Colloque, J. Boisset, recueillis par M. Péronnet, Montpellier, Imprimerie de Recherche, s. d., t. I, pp. 117-130. A la n. l. de la p. 128, l'auteur renvoie à son étude : "Deux Traités de Duplessis-Mornay retrouvés : le *Traité de la mesure de la Foy* et le *Traité du Concile*", à paraître ajout in *Revue du XVII^e siècle* ; mais je n'ai pas pu trouver ce fascicule jusqu'à présent.

6. Cf. M. Turchetti, *Concordia o tolleranza ? F. Bauduin (1520-1573) et i Moyenneurs*, Milano, Angeli, 1984 ; Genève, Droz, 1984, Thèse, Fac. des Lettres, Genève.

7. Cf. M. Turchetti, "Religious Concord and Political Tolerance in 16th and 17th Century France", dans *The Sixteenth Century Journal*, 1990.

8. Cf. M. Turchetti, "Concorde ou tolérance ? De 1562 à 1598", *Revue Historique*, 274/2 (1985), p. 341-355.

9. "... Ce fut aussi le premier acte que nous voulûmes faire en cette dignité souveraine, que de déclarer solennellement que nous ne désirions rien tant que la convocation d'un saint et libre concile, par lequel ce qu'il y a de différent et discordant au fait de la religion, pût être si bien éclairci et vuïd qu'il ne pût jamais plus être en aucune dispute et incertitude, et que, pour notre particulier, nous ne portions nulle opiniâtreté ou présomption de science ou doctrine; que notre intention étoit de recevoir plus volontiers que jamais toute bonne instruction qui nous pourroit être donnée, et si par icelle Dieu nous faisoit la grâce de reconnoître (si nous sommes en erreur), de nous en départir et nous réduire à ce qu'il permettra que nous voions et jugions estre de son salut et de ses commandemens. Ayant cependant juré et promis que nous ne changerions ou innoverions, ni ne souffririons être rien changé ou innové au fait et exercice de la religion catholique, apostolique et romaine, laquelle nous voulons conserver et maintenir ; et ceux qui font profession d'icelle en toutes leurs autorités, franchises et libertés, comme il est particulièrement porté sur l'acte de ladite déclaration signé de nous, et qui a été vu et enregistré en toutes nos cours de parlement, ce que ayant été ainsi commun et notoire à chacun, devoit suffire pour amortir et éteindre cette guerre de rébellion, si le prétexte qu'en ont pris les auteurs d'icelle eût été véritable, et qu'il fût, comme ils le publient, sur le fait de la religion, pour le bien de laquelle la convocation dudit concile et notre submission particulière à une nouvelle instruction étoit le meilleur acheminement qu'il s'y pouvoit désirer...". Lettres patentes, Nantes, 4 juillet 1591, dans *Recueil des anciennes lois françaises*, t. 15, p. 22 ss.

10. *Ibidem*, p. 28 ss. Il y a lieu de relire ce texte, trop souvent considéré comme très connu, et surtout dans la nouvelle "lecture" que nous en proposons. "Henri etc. Chacun a peu clairement cognoistre par quels moyens et subtils artifices, le défunt roy Henri dernier décédé, nostre très honoré seigneur et frère, fut importuné et contraint et par ceux qui ambitieusement ne tendoient qu'à troubler le repos de cest état, à révoquer les edicts qui long-temps auparavant avoient esté faicts par les roys nos prédécesseurs...

Et d'autant qu'il ne seroit raisonnable que telle révocation de si bons et saints edits forcée et si injuste, qui a causé tant de malheurs et tristes accidens en cedit royaume, et qui a esté revoquée en effect, par nostre dit feu seigneur et frère, demeurant encores à présent en sa force et vigueur : voulans aussi esteindre et assoupir la mémoire des causes et origine de tant d'afflictions, pertes, ruines, et autres sortes de désolations et calamitez advenues par ladite revocation d'edicts, qui avoient esté si meurement considérez par les plus grands personnages de ce royaume, amateurs de la religion catholique, apostolique et romaine et du bien et conservation de cette couronne.

Avons avec les prudens advis des princes de nostre sang, princes, officiers de la couronne, sieurs de nostre conseil, et autres grands et notables personnages de ce royaume, estans les nous : pour ces causes et autres bonnes considérations à ce nous mouvans, par ce nostre présent edict perpétuel et irrévocable, cassé, révoqué et annullé, cassons, révoquons et annulons de pleine puissance et autorité royale par ces présentes, lesdits deux édits faits ès-mois juillet 1585 et 1588, portant révocation des édits auparavant faits par nosdits prédécesseurs roys, sur la pacification des troubles de cedit royaume, et ce qui s'en est ensuivy : ensemble tous les jugemens, sentences, et arrests donnez en vertu d'iceux, sans que ores n'y à l'advenir, ils soient ou puissent estre effectuez ny exécutés en façon quelconque.

Voulons et nous plaist que les derniers édits de pacification soient cy après entretenus, exécutez, gardez et observez inviolablement par tous nos pays, terres et seigneuries de nostre obéissance, comme ils estoient du vivant de nostre dit feu seigneur et frère, et lors de la révocation d'iceux, et lesquels édits nous avons à ceste fin, entant que besoin seroit confirmez et autorisez, confirmons et autorisons de nos plus amples puissance et autorité que dessus par cesdites présentes. Le tout par provision, jusqu'à ce qu'il ait pleu à Dieu nous donner la grace de réunir nos sujets par l'établissement d'une bonne paix en nostre royaume, et pourvoir au fait de la religion, suivant la promesse que nous avons faite à nostre advenement à la couronne, espérans que ladite observation et entretenement desdits édits produira le mesme fruit, repos et tranquillité à nos subjects qu'elle a apporté en ce royaume, du règne de nosdits prédécesseurs roys, pour après l'honneur de Dieu, nous rendre l'obéissance que de bons et loyaux subjects doivent à leur roy légitime et naturel".

11. *Traicté du Concile. En ce traicté est démontré qu'un Concile est très nécessaire et utile en ce temps ; quel doit estre un vray Concile ; qui sera juge, qui y assistera, et par qui il sera légitimement assemblé ; le tout succinctement et par la seule expresse parole de Dieu. Au Roy*, s. l., 1590. On lit, au f. 10 : "Le Concile n'est point une assemblée comme Regens d'Eschole, qui par la crainte du fouët, et la violence de l'autorité, font croire à des imbecilles, ce qu'ils veulent, soit à droit, soit à tort, soit faux, soit vray, pourveu que l'obéissance réussisse : Ains il est une congregation legitime de fideles croyans". Pour une autre lecture, cf. C. Vivanti, *Lotta politica e pace religiosa in Francia fra Cinque et Seicento*, Torino, 1963, p. 173.

12. Cf. *ibidem*, pp. 174-178 ; l'auteur ne semble pas distinguer la concorde de la tolérance. Néanmoins, le cas de La Primaudaye est à remarquer, car ce réformé militant fut un partisan de la concorde véritable (réunification religieuse de tous les sujets dans une même confession en vertu d'un Concile) et un adversaire de la tolérance (en tant que coexistence de deux religions : les plus sages "semblent avoir bonne cause de croire, que jamais l'Estat ne sera ramené en pleine convalescence et à un repos bien assuré, pendant que deux sectes y seront souffertes", p. 27).

13. S'agirait-il de la *Supplication et avis au Roy de se faire Catholique*, Angers, 1591, attribuée à Pierre Ayrault ? Je n'ai pas encore pu consulter ce texte. Cf. H. Hauser, *Les sources de l'Histoire de France*, t. 4, Paris, 1916, p. 159, n° 3028.

14. S. l., 1591, Cf. Vivanti, p. 205-206, qui l'attribue à Jacques Davy du Perron.

15. Boudeaus (Bordeaux), S. Millanges, 1591.

16. S. l., 1591.

17. S. l., 1591. Autres répliques, toujours anonymes : *Response et supplication contre celui lequel faisant semblant de donner avis au Roy de se faire Catholique, veult exciter ses bons subiects à rebellion*, S. l. ; *Le vray Catholique Romain contre le Ligueur couvert. Où il est monstré que nous devons prier Dieu de faire tost nostre Roy Catholique, mais que le discours imprimé sur ce subiect sous le titre de supplication, est un artifice de la Ligue et de ses pensionnaires, pour nous diviser, et consequemment perdre*, S. l., 1591.

18. Th. de Cauzons, *Histoire de l'Inquisition en France*, t. 1, Paris, 1909, p. 310. Cf. Michel David, "Le serment du Sacre du IX^e au XV^e siècle. Contribution à l'étude des limites juridiques de la souveraineté", dans *Revue du Moyen-Age Latin*, 6, 1950, p. 5-572 ; pour la France, p. 182-188 et 236-240.

19. Conférences de Suresne, quatrième séance, 5 mai 1593, dans le *Recueil des anciennes lois françaises*, vol. 15, p. 61.

20. *Recueil des lettres missives d'Henri IV*, éd. J. B. de Xivrey et J. Guadet, 9 vol., Paris, 1843-1876, vol. 3, p. 823.

21. *Ibidem*, p. 825.

22. Duplessis-Mornay, "Pour le Concile national, en juin 1600", *Mém. et Correspondance*, vol. 9, p. 394.

23. "Mercredi 12 mars 1607. Me dit (le roi) qu'il voudroit avoir perdu un bras et pouvoir réunir tous ses sujets en une même croyance. Je dis que c'étoit un desir digne de lui, et que tous les gens de bien prioient Dieu qu'il lui fit grâce. A ce propos, il dit qu'il falloit qu'un chacun l'y aidât, et qu'il avoit envie d'assembler un concile pour cet effet. Je dis que ce seroit la plus grande de toutes ses œuvres... Vendredi 14 mars 1607... Il (le chancelier) me demanda si j'avais prins congé du Roy ; je dis qu'ouy et qu'il m'avait parlé d'un concile, que j'avais fort loué ce dessein comme le plus grand et le plus nécessaire. Il me dit qu'il étoit vray, et que lui-même y avoit beaucoup apporté du sien pour y disposer les affaires...", Charles Read, *Henri IV et le ministre D. Chamier d'après un Journal inédit du voyage de ce dernier à la Cour en 1607*, Paris, 1854, p. 56 et 62.

24. S. l., 1607. Pour cette partie, consacré à l'année 1607, voir Vivanti, ch. V de la deuxième partie.

25. S. l., 1607, anonyme. L'attribution à Ribier se trouve dans le *Journal de l'Estoile*, à la date du jeudi 3 mai 1607 ; reprise par Vivanti, p. 367.

26. P. de Beloy, *Conférence des edicts de pacification des troubles esmeus au Royaume de France, pour le faict de la Religion ; et traitez ou Reglemens faicts par les Roys Charles IX, et Henri III et de la Declaration d'iceux, du Roy Henri IV de France et de Navarre. Publiée en Parlement le 25 février 1599. Avec l'explication du contenu en chascun article par l'histoire Ecclesiastique et profane, droicts Civil et Canonique, Ordonnances et Coustumes de ce royaume. Par M. Pierre de Beloy, Conseiller du Roy, et son Advocat général au Parlement de Tholose*. A Paris, chez P. L'Huillier et I. Mettayer, 1600, in-8°.

27. *Ibidem*, f. 312 v. Mêmes conclusions, mais sur la base d'un contexte assez différent, dans mon article cité plus haut à la note 8.